

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
[C – 2007/31569]

Gemeente Elsene. — Bijzonder bestemmingsplan  
« Huizenblok 24 ». — Ontwerpplan. — Goedkeuring

Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 december 2007 wordt het ontwerpplan van het bijzonder bestemmingsplan « huizenblok 24 » van de Gemeente Elsene gelegen tussen de Riddersstraat, de de Stassartstraat, de Lakenweversstraat en de Guldenvlietlaan goedgekeurd, dat bestaat uit een liggingplan, een plan van de bestaande rechtstoestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand - volumes, een schema van de bestemmingen, een bundel met de tekstvoorschriften en een rapport.

MINISTÈRE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
[C – 2007/31569]

Commune d'Ixelles. — Plan particulier d'affectation du sol  
« Ilot 24 ». — Projet de plan. — Approbation

Un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 décembre 2007 approuve le projet de plan du plan particulier d'affectation du sol « îlot 24 » de la Commune d'Ixelles (délimité par la rue des Chevaliers, la rue de Stassart, la rue des Drapiers et l'avenue de la Toison d'Or), comportant un plan de localisation, un plan de situation existante de droit, un plan de situation existante de fait, un plan de situation existante de fait - volumes, un schéma des affectations, un carnet de prescriptions littérales et un rapport.

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2007/31537]

24 JUIN 2007. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives aux membres du personnel transférés de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79 et l'article 79bis, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995 portant assentiment de l'accord de coopération du 20 février 1995 conclu par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 juillet 2003 portant assentiment à l'avenant modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu le protocole n° 2004/010 du 22 avril 2004 du Comité du Secteur XV, Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 2004;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 7 mai 2005;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 29 avril 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas les cinq jours;

Vu l'urgence motivée par le fait que la situation administrative et pécuniaire de ces agents ne peut rester en l'état plus longtemps et par le fait que ce texte devrait encore être approuvé sous la législation actuelle;

Vu l'avis n° 37.261/2 du Conseil d'Etat donné le 27 mai 2004 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et du Membre du Collège chargé de la fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution;

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

— Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

— Services du Collège : les services du Collège de la Commission communautaire française;

— Institut : l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

— Membres du personnel : les membres du personnel tant statutaire que contractuel, transférés de l'Institut à la Commission communautaire française;

— Accord de coopération : l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises modifié par avenant le 4 juin 2003;

**Art. 3.** Les membres du personnel sont transférés aux services du Collège dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

La liste nominative des membres du personnel transférés et les équivalences de grades, avec les niveaux et rangs correspondants, figurent au tableau repris en annexe.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions du présent arrêté et de l'article 53 de l'accord de coopération, les membres du personnel sont soumis dès leur transfert à l'ensemble des dispositions du statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège.

§ 2. A ce titre, ils ont notamment droit aux échelles de traitement en vigueur pour le personnel des services du Collège.

§ 3. Les équivalences des échelles de traitements correspondant aux grades des membres du personnel avec les échelles de traitements correspondant aux grades et rangs du personnel des services du Collège sont déterminées conformément au tableau repris en annexe.

**Art. 5.** Les membres du personnel ont droit dès leur transfert à l'abonnement S.T.I.B. et aux titres-repas dans les mêmes conditions que les autres membres du personnel des services du Collège.

Ils bénéficient également dès leur transfert des avantages et interventions du service social du personnel des services du Collège.

**Art. 6.** Sans préjudice des dispositions du présent arrêté et de l'article 53 de l'accord de coopération, les membres du personnel ne conservent pas les allocations, indemnités, primes ou autres avantages dont ils bénéficiaient ou auxquels ils pouvaient prétendre à l'Institut.

#### CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux membres du personnel statutaire*

**Art. 7.** Les transferts ne constituent pas de nouvelles nominations.

**Art. 8.** Sans préjudice des dispositions du présent arrêté et de l'accord de coopération, les membres du personnel statutaire sont soumis, dès leur transfert, au statut des fonctionnaires des services du Collège ainsi qu'à l'ensemble des dispositions réglementaires qui sont applicables aux fonctionnaires des services du Collège.

**Art. 9.** Les membres du personnel statutaire soumis à un signalement ou une évaluation conservent après leur transfert le dernier signalement ou la dernière évaluation qui leur a été attribué, jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation.

**Art. 10.** Le régime des pensions des membres du personnel statutaire est réglé par l'article 41bis de l'accord de coopération et par la convention conclue entre l'Etat belge, Fortis A.G. SA, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux membres du personnel contractuel*

**Art. 11.** Les transferts ne constituent pas de nouveaux contrats.

Les prestations effectuées à l'Institut sont réputées l'avoir été dans les services du Collège.

**Art. 12.** Le Collège conclut avec chaque membre du personnel contractuel un avenant à son contrat de travail, conforme aux dispositions du présent arrêté et de l'accord de coopération, qui reprend les modifications intervenues dans l'exécution du contrat, en précisant notamment les dispositions statutaires qui sont applicables au personnel contractuel des services du Collège ainsi que la résidence administrative.

#### CHAPITRE IV. — *Affectation*

**Art. 13.** Les membres du personnel sont affectés au sein des services du Collège dans le service Formation PME.

#### CHAPITRE V. — *Mise à la disposition de l'Institut*

**Art. 14.** Le Collège peut, par arrêté individuel, et moyennant l'accord du membre du personnel concerné, mettre des membres du personnel à la disposition de l'Institut.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Collège peut, pendant une période d'un an débutant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, mettre d'office des membres du personnel à la disposition de l'Institut.

**Art. 15.** La mise à la disposition de l'Institut s'effectue pour une période de 1 an minimum et de 5 ans maximum. Cette période peut être prolongée par de nouvelles périodes de 1 an minimum et de 5 ans maximum, après avis de l'Institut et moyennant l'accord du membre du personnel.

**Art. 16.** Pendant la période de mise à la disposition de l'Institut, l'emploi délaissé par le membre du personnel ne peut être attribué de quelque manière que ce soit.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Pendant la période de mise à la disposition de l'Institut, le membre du personnel reste soumis aux dispositions statutaires et pécuniaires applicables au personnel des services du Collège.

§ 2. Pendant la période de mise à la disposition de l'Institut, le membre du personnel reste notamment soumis aux règles relatives à l'évaluation et au régime disciplinaire qui lui sont applicables dans les services du Collège.

A cet effet, le supérieur hiérarchique compétent du service Formation P.M.E. recueille tous les renseignements utiles auprès du fonctionnaire dirigeant de l'Institut.

**Art. 18.** Pendant la période de mise à la disposition de l'Institut, le membre du personnel est soumis au pouvoir hiérarchique tel qu'il s'exerce fonctionnellement dans l'Institut.

**Art. 19.** Pendant la période de mise à la disposition de l'Institut, le membre du personnel y exerce des fonctions en rapport avec son grade, dans le cadre de l'organisation fonctionnelle fixée par l'organigramme de l'Institut.

**Art. 20.** Pendant la période de mise à la disposition de l'Institut, les services du Collège continuent à liquider et à payer la rémunération du membre du personnel, y compris les allocations et indemnités éventuelles.

L'Institut transmet aux services du Collège tous les renseignements utiles, tant pour la mise à jour du dossier individuel que pour la gestion salariale et la gestion des titres-repas.

**Art. 21.** L'Institut prend à sa charge toutes les dépenses liées à l'occupation du membre du personnel mis à sa disposition.

Il prend également à sa charge les frais de parcours et de mission qui sont accordés et remboursés ou avancés au membre du personnel conformément aux dispositions réglementaires en vigueur dans les services du Collège.

**Art. 22.** La mise à la disposition de l'Institut prend fin :

1° par décision du Collège prenant cours 30 jours après sa notification au membre du personnel et à l'Institut;

2° de plein droit à l'expiration de la période pour laquelle elle a été décidée si celle-ci n'a pas été prolongée;

3° à la demande de l'intéressé prenant cours 30 jours après sa notification au fonctionnaire dirigeant des services du Collège et à l'Institut, sauf dans le cas visé à l'article 14, alinéa 2.

4° de plein droit lorsque l'intéressé est réaffecté ou muté au sein des services du Collège dans un autre service que le service Formation PME ou, dans celui-ci, affecté à un autre emploi, par promotion, par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur.

5° lorsque l'intéressé obtient un congé à temps plein d'une durée d'au moins 3 mois, ou lorsqu'il se trouve dans une position administrative de nonactivité ou de disponibilité.

6° dans le cas visé à l'art. 23, § 2.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Les difficultés qui pourraient surgir suite à la mise à la disposition d'un membre du personnel auprès de l'Institut, sont portées à la connaissance du Conseil de direction des services du Collège soit par le fonctionnaire dirigeant des services du Collège ou de l'Institut, soit par le directeur d'administration dont relève le service Formation PME, soit par le ou les membres du personnel concernés.

Le Conseil de direction instruit le dossier. Il entend notamment le membre du personnel concerné, accompagné de la personne de son choix.

Ses décisions sont sans appel et d'application immédiate.

Elles sont notifiées aux parties concernées.

§ 2. Dans le cas où la décision du Conseil de direction implique une cessation de la mise à la disposition de l'Institut, cette décision est spécialement motivée. Elle est notifiée au Collège qui dispose d'un délai de 30 jours pour statuer.

En l'absence de décision du Collège endéans ce délai, la décision du Conseil de direction est exécutoire.

§ 3. L'application du présent article ne peut en aucun cas porter atteinte aux dispositions statutaires relatives à l'évaluation et au régime disciplinaire.

**Art. 24.** La mise à la disposition visée au présent chapitre est assimilée à une période d'activité de service.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Le pécule de vacances dû pour l'année de référence 2003 sera calculé pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 août 2003 sur base des dispositions réglementaires en vigueur à l'Institut et en tenant compte du traitement dû pour le mois d'août 2003.

Pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2003 au 31 décembre 2003 le pécule de vacances est régi par les dispositions de la section VIII, sous-section 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française.

Le pécule de vacances 2003 est liquidé et payé en une seule fois et dans sa totalité par les services du Collège dans le courant du mois de mai 2004.

§ 2. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 août 2003, l'allocation de fin d'année est calculée sur la base de traitement du mois d'octobre 2003 tel qu'il aurait été dû si le membre du personnel avait continué à exercer ses fonctions au sein de l'Institut.

L'allocation de fin d'année 2003 est liquidée et payée en une seule fois et dans sa totalité par les services du Collège dans le courant du mois de décembre 2003.

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2003.

**Art. 27.** Le Membre du Collège ayant la formation professionnelle et permanente des classes moyennes dans ses attributions et le Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juin 2004.

Par le Collège :

Membre du Collège chargé de la Fonction publique,  
J. SIMONET

Membre du Collège chargé de la formation professionnelle  
et permanente des classes moyennes,  
W. DRAPS

Membre du Collège chargé du budget,  
A. HUTCHINSON

Président du Collège,  
E. TOMAS

## ANNEXE

	IFPME		COCOF		Rétributions garanties (annuel brut à 100 %)
	Grades ou qualités	Echelles de traitement appliquées	Grades ou qualités	Echelles de traitement	
	STATUTAIRES				
CANNEEL, Corinne	Secrétaire d'administration (juriste)	11/5	Attachée principale	12/1	
CARA, Guy	Traducteur/directeur	13/2	Directeur	13/2	
DE DRIJVER, Arlette	Chef administrative	25/2	Assistante administrative principale	24/1	30.501,03
DE MARE, Anne	Commis-sténo dactylo principale	20/1	Adjointe administrative de 1ère classe	32/1	17.641,20
DESMET, Danielle	Directrice de service subrégional	11/3	Attachée principale	11/3	
FREIHOFF, Chantal	Chef administrative	24/1	Assistante administrative principale	24/1	
HUYGHE, Stéphan	Rédacteur	B3	Assistant administratif	20/1	19.354,49
LINOTTE, Françoise	Directrice	13/2	Conseillère chef de service	13/2	
MULOT, Françoise	Conseillère pédagogique	11/3	Attachée principale (Conseillère pédagogique)	11/3	
	CONTRACTUELS				
ALLALI, Hannah	Assistante administrative	22/4	Assistante administrative	22/4	
BAUFAYT, Emmanuel	Délégué à la tutelle	28/1	Gradué administratif (Délégué à la tutelle)	28/1	
CONSTANTINIDIS, Maria	Responsable de la communication	11/3	Attachée	11/3	
COURTIOL, David	Conseiller financier	10/1	Attaché	10/1	
DELHAISE, Jean-François	Délégué à la tutelle	28/1	Gradué administratif (Délégué à la tutelle)	28/1	
DENYS, Daniel	Chargé de la gestion des dossiers en liaison avec les relations internationales du secteur Cocof	11/3	Attaché	11/3	
DESOMER, Nancy	Assistante administrative	22/4	Assistante administrative	22/4	
EMMANOUELIDIS, Raphaël	Conseiller en formation	11/3	Attaché	11/3	
ERPICUM, Bernadette	Conseillère pédagogique	11/3	Attachée (Conseillère pédagogique)	11/3	
FOCANT, Martine	Rédactrice	20/1	Assistante administrative	20/1	
FONTAINE, Pascale	Commis dactylo	30/1	Adjointe administrative	30/1	
FOURNIL, Catherine	Déléguée à la tutelle	28/1	Graduée administrative (Déléguée à la tutelle)	28/1	
JACQUART, Patricia	Rédactrice	20/1	Assistante administrative	20/1	
KEMPENAERS, Nathalie	Assistante administrative	22/4	Assistante administrative	22/4	
KHEMISS, Brahim	Conseiller pédagogique	11/3	Attaché (Conseiller pédagogique)	11/3	
LECRIGNIER, Stéphane	Délégué à la tutelle	28/1	Gradué administratif (Délégué à la tutelle)	28/1	
LEFEBVRE, Valérie	Assistante administrative	22/4	Assistante administrative	22/4	

	IFPME		COCOF		Rétributions garanties (annuel brut à 100 %)
	Grades ou qualités	Echelles de traitement appliquées	Grades ou qualités	Echelles de traitement	
	STATUTAIRES				
LISEN, Nadine	Assistante administrative	22/4	Assistante administrative	22/4	
MARTIN, Laurent	Assistant administratif	22/4	Assistant administratif	22/4	
MORENO, Carmen	Secrétaire de direction	B3	Graduée administrative	26/1	
NAVARRA, Stephania	Assistante administrative	22/4	Assistante administrative	22/4	
ROYER, Philippe	Conseiller pédagogique	11/3	Attaché (Conseiller pédagogique)	11/3	
SAHLI, Noureddine	Délégué à la tutelle	28/1	Gradué administratif (Délégué à la tutelle)	28/1	
STERCKX, Colette	Commis dactylo	30/1	Adjointe administrative	30/1	
VAN MAAREN, Isabelle	Déléguée à la tutelle	28/1	Graduée administrative (Déléguée à la tutelle)	28/1	

Vu pour être annexé à l'arrêté 2003/693 du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives aux membres du personnel transférés de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et Moyennes entreprises à la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 24 juin 2004.

Par le Collège :

Membre du Collège chargé de la Fonction publique,  
J. SIMONET

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et Permanente des Classes moyennes,  
W. DRAPS

Membre du Collège chargé du budget,  
A. HUTCHINSON

Président du Collège,  
E. TOMAS

VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2007/31537]

#### 24 JUNI 2007. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende administratieve en bezoldigingsbepalingen betreffende de personeelsleden overgedragen van het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen aan de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 79 en artikel 79bis, ingevoegd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 gesloten door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 2003 houdende instemming met het aanhangsel tot wijziging van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het protocol nr 2004/010 van 22 april 2004 van het Sectorcomité XV, Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 2004;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 7 mei 2005;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 2004 over de adviesaanvraag te verstrekken door de Raad van State binnen een termijn die niet meer dan vijf dagen bedraagt;

Gelet op de dringendheid gemotiveerd door het feit dat de administratieve en bezoldigingssituatie van deze ambtenaren niet langer ongewijzigd kan blijven en omwille van het feit dat deze tekst nog zou moeten worden goedgekeurd tijdens de huidige legislatuur;

Gelet op het advies nr 37.261/2 van de Raad van State gegeven op 27 mei 2004, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Beroepsopleiding en de Permanente Vorming van de Middenstand en van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Onderhavig besluit regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet;

**Art. 2.** Voor de toepassing van onderhavig besluit dient te worden verstaan onder :

— College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;  
 — Diensten van het College : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;  
 — Instituut : het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

— Personeelsleden : de statutaire en contractuele personeelsleden overgedragen van het Instituut aan de Franse Gemeenschapscommissie;

— Samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en grote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij aanhangsel van 4 juni 2003;

**Art. 3.** De personeelsleden worden overgedragen aan de diensten van het College in hun graad of in een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

De naamlijst van de overgedragen personeelsleden en de gelijkwaardigheden van graad, met de overeenkomstige niveaus en rangen, worden vermeld in de als bijlage toegevoegde tabel.

**Art. 4. § 1.** Onverminderd de bepalingen van onderhavig besluit en van artikel 53 van het samenwerkingsakkoord, worden de personeelsleden vanaf hun overdracht onderworpen aan het geheel van de bepalingen van het bezoldigingsstatuut van de personeelsleden van de diensten van het College.

§ 2. In dat opzicht hebben zij met name recht op de weddeschalen die in voege zijn voor het personeel van de diensten van het College.

§ 3. De gelijkwaardigheid van de weddeschalen, die overeenstemmen met de graden van de personeelsleden, met de weddeschalen die overeenstemmen met de graden en rangen van het personeel van de diensten van het College is bepaald overeenkomstig de tabel in bijlage.

**Art. 5.** De personeelsleden hebben vanaf hun overdracht recht op het M.I.V.B.- abonnement en op de maaltijdchèques tegen dezelfde voorwaarden als de andere personeelsleden van de diensten van het College.

Vanaf hun overdracht genieten zij eveneens de voordelen en de tussenkomsten van de sociale dienst van het personeel van de diensten van het College.

**Art. 6.** Onverminderd de bepalingen van onderhavig besluit en van artikel 53 van het samenwerkingsakkoord, behouden de personeelsleden niet de toelagen, vergoedingen, premies en andere voordelen die zij genoten of waarop zij aanspraak konden maken bij het Instituut.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de leden van het statutair personeel*

**Art. 7.** De overdrachten vormen geen nieuwe benoemingen.

**Art. 8.** Onverminderd de bepalingen van onderhavig besluit en het samenwerkingsakkoord, zijn de statutaire personeelsleden vanaf hun overdracht onderworpen aan het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College, evenals aan het geheel van de reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College.

**Art. 9.** De aan een signalement of evaluatie onderworpen statutaire personeelsleden behouden na hun overdracht hun laatste signalement of de laatste evaluatie die hen werd toegekend, en dit tot aan de toekenning van een nieuwe evaluatie.

**Art. 10.** Het pensioenstelsel van de leden van het statutair personeel wordt geregeld door artikel 41bis van het samenwerkingsakkoord en de overeenkomst gesloten tussen de Belgische Staat, de NV FORTIS A.G., het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

#### HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de leden van het contractueel personeel*

**Art. 11.** De overdrachten vormen geen nieuwe contracten.

De prestaties verricht op het Instituut worden geacht te zijn verricht bij de diensten van het College.

**Art. 12.** Het College sluit met elk contractueel personeelslid een aanhangsel bij zijn arbeidscontract, overeenkomstig de bepalingen van onderhavig besluit en het samenwerkingsakkoord, waarin de wijzigingen worden vermeld die zijn opgetreden wat betreft de uitvoering van de overeenkomst. Hierin worden met name de statutaire bepalingen gepreciseerd die van toepassing zijn op het contractueel personeel van de diensten van het College, evenals de standplaats.

HOOFDSTUK IV. — *Toewijzing*

**Art. 13.** De leden van het personeel worden toegewezen binnen de diensten van het College aan de dienst Opleiding KMO.

HOOFDSTUK V. — *Terbeschikkingstelling van het Instituut*

**Art. 14.** Het College kan met een individueel besluit, en middels het akkoord van het betrokken personeelslid, leden van het personeel ter beschikking stellen van het Instituut.

In afwijking van het vorige lid kan het College gedurende een periode van een jaar, die ingaat op de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit, personeelsleden ambtshalve ter beschikking stellen van het Instituut.

**Art. 15.** De terbeschikkingstelling van het Instituut geschiedt voor een periode van minstens 1 jaar en maximum 5 jaar. Deze periode kan worden verlengd met nieuwe periodes van minimum 1 en maximum 5 jaar, na advies van het Instituut en middels het akkoord van het personeelslid.

**Art. 16.** Tijdens de periode van de terbeschikkingstelling van het Instituut mag de betrekking die is verlaten door het personeelslid niet op om het even welke wijze worden toegewezen.

**Art. 17.** § 1. Tijdens de periode van de terbeschikkingstelling van het Instituut blijft het personeelslid onderworpen aan de statutaire en bezoldigingsbepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van het College.

§ 2. Tijdens de periode van de terbeschikkingstelling van het Instituut blijft het personeelslid met name onderworpen aan de regels betreffende de evaluatie en het tuchtstelsel die op hem van toepassing zijn bij de diensten van het College.

De hiërarchische overste van de dienst Opleiding KMO wint hiertoe alle nuttige inlichtingen in bij de leidende ambtenaar van het Instituut.

**Art. 18.** Tijdens de periode van de terbeschikkingstelling van het Instituut is het personeelslid onderworpen aan het hiërarchisch toezicht zoals dit functioneel wordt uitgeoefend bij het Instituut.

**Art. 19.** Tijdens de periode van de terbeschikkingstelling van het Instituut oefent het personeelslid er functies uit die in verhouding staan tot zijn graad, in het kader van de functionele organisatie zoals bepaald door het organigram van het Instituut.

**Art. 20.** Tijdens de periode van de terbeschikkingstelling van het Instituut blijven de diensten van het College de bezoldiging van het personeelslid uitkeren en betalen, met inbegrip van de eventuele toelagen en vergoedingen.

Het Instituut bezorgt aan de diensten van het College alle nuttige inlichtingen, zowel inzake de actualisering van het individueel dossier als wat betreft het weddebeheer en het beheer van de maaltijdchèques.

**Art. 21.** Het Instituut staat in voor alle uitgaven die verbonden zijn met de tewerkstelling van het personeelslid dat ter beschikking is gesteld.

Het neemt eveneens alle reiskosten op zich en kosten voor missies die hem worden toegekend en terugbetaald of voorgeschoten aan het personeelslid, overeenkomstig de geldende reglementaire bepalingen bij de diensten van het College.

**Art. 22.** De terbeschikkingstelling van het Instituut neemt een einde :

1° door een beslissing van het College die ingaat 30 dagen na de betekening ervan aan het personeelslid en aan het Instituut;

2° van rechtswege aan het einde van de periode waarvoor deze werd beslist en indien deze periode niet werd verlengd;

3° op verzoek van de betrokkene, en gaat in 30 dagen na de betekening ervan aan de leidende ambtenaar van de diensten van het College en aan het Instituut, behalve in het in artikel 14, lid 2 bedoeld geval;

4° van rechtswege indien de betrokkene een nieuwe bestemming krijgt of wordt gemuteerd binnen de diensten van het College, naar een andere dienst dan de dienst Opleiding KMO, of binnen deze laatste een andere betrekking krijgt door promotie, door bevordering van graad of door toegang tot het hoger niveau.

5° indien de betrokkene een voltijds verlof bekomt van een duur van minimum 3 maanden, of wanneer hij zich in een administratieve situatie van nonactiviteit of disponibiliteit bevindt;

6° in het in artikel 23 § 2 bedoeld geval.

**Art. 23.** § 1. De moeilijkheden, die zouden kunnen optreden ingevolge de terbeschikkingstelling van een personeelslid bij het Instituut, worden ter kennis gebracht van de Directieraad van de diensten van het College, ofwel door de leidende ambtenaar van de diensten van het College of van het Instituut, ofwel door de administratief directeur waaronder de dienst Opleidingen KMO ressorteert, ofwel door het (de) betrokken personeelslid (personeelsleden).

De Directieraad onderzoekt het dossier. Hij hoort met name het betrokken

personeelslid, vergezeld van de persoon van zijn keuze.

Tegen zijn beslissingen is geen beroep mogelijk en deze zijn onmiddellijk van toepassing.

Zij worden betekend aan de betrokken partijen.

§ 2. In de gevallen waarin de beslissing van de Directieraad een staking meebrengt van de terbeschikkingstelling aan het Instituut, wordt deze beslissing speciaal gemotiveerd. Zij wordt betekend aan het College dat beschikt over een termijn van 30 dagen om een beslissing te treffen.

Bij afwezigheid van een beslissing van het College binnen deze termijn, is de beslissing van de Directieraad uitvoerbaar.

§ 3. De toepassing van onderhavig artikel mag in geen geval inbreuk maken op de statutaire bepalingen inzake evaluatie en tuchtstelsel.

**Art. 24.** De in onderhavig hoofdstuk bedoelde terbeschikkingstelling wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 25.** § 1. Het vakantiegeld verschuldigd voor het referentiejaar 2003 zal voor de periode van 1 januari 2003 tot 31 augustus 2003 worden berekend op basis van de reglementaire bepalingen die gelden voor het Instituut, en rekening houdend met de wedde verschuldigd voor de maand augustus 2003.

Voor de periode van 1 september 2003 tot 31 december 2003 wordt het vakantiegeld geregeld door de bepalingen van Afdeling VIII, onderafdeling 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het vakantiegeld voor 2003 wordt in één keer uitgekeerd en volledig betaald door de diensten van het College in de loop van de maand mei 2004.

§ 2. Voor de periode van 1 januari 2003 tot 31 augustus 2003 wordt de eindejaarspremie berekend op basis van de wedde van de maand oktober 2003, zoals dit het geval had moeten zijn indien het personeelslid verder zijn functie had uitgeoefend bij het Instituut.

De eindejaarspremie voor 2003 wordt in één keer uitgekeerd en volledig betaald door de diensten van het College in de loop van de maand december 2003.

**Art. 26.** Onderhavig besluit treedt in werking op 1 september 2003.

**Art. 27.** Het Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding en de Permanente Vorming van de Middenstand en het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt zijn belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 24 juni 2004.

Door het College :

Lid van het College belast met Openbaar Ambt :  
J. SIMONET

Lid van het College belast met Beroepsopleiding  
en de Permanente Vorming van de Middenstand,  
W. DRAPS

Lid van het College belast met Begroting,  
A. HUTCHINSON

Voorzitter van het College,  
E. TOMAS

BIJLAGE

Namen, voornamen	IFPME		COCOF		Gewaarborgde bezoldiging (jaarlijks)
	Graden of hoedanigheden	Toegepaste weddeschalen	Graden of hoedanigheden	Weddeschalen	
	STATUTAIREN				
CANNEEL, Corinne	Bestuurssecretaris (juriste)	11/5	Eerstaanw. attaché	12/1	
CARA, Guy	Vertalerdirecteur	13/2	Directeur	13/2	
DE DRIJVER, Arlette	Administratief hoofd	25/2	Eerstaanwend adm. assistente	24/1	30.501,03
DE MARE, Anne	Klerkstenotypiste	20/1	Administratief adjunct 1ste klas	32/1	17.641,20
DESMET, Danielle	Directrice subregionale dienst	11/3	Eerstaanwend attaché	11/3	
FREIHOFF, Chantal	Administratief hoofd	24/1	Eerstaanwend adm. assistente	24/1	
HUYGHE, Stéphan	Opsteller	B3	Administratief assistent	20/1	19.354,49
LINOTTE, Françoise	Directrice	13/2	Adviseurdiensthoofd	13/2	
MULOT, Françoise	Pedagogisch consulent	11/3	Eerstaanw. attaché (ped. cons.)	11/3	
	CONTRACTUELEN				
ALLALI, Hannah	Administratief assistente	22/4	Administratief assistente	22/4	
BAUFAYT, Emmanuel	Afgevaardigde voorgedij	28/1	Adm. gegradueerde (afg. voorgedij)	28/1	
CONSTANTINIDIS, Maria	Verantw. Communicatie communicatie	11/3	Attaché	11/3	

Namen, voornamen	IFPME		COCOF		Gewaarborgde bezoldiging (jaarlijks)
	Graden of hoedanigheden	Toegepaste weddeschalen	Graden of hoedanigheden	Weddeschalen	
	STATUTAIREN				
COURTIOL, David	Financieel consulent	10/1	Attaché	10/1	
DELHAISE, Jean-François	Afgevaardigde voorgedij	28/1	Adm. gegradueerde (afg. voorgedij)	28/1	
DENYS, Daniel	Belast met de dossiers i.v.m. internationale relaties van de COCOF-sector	11/3	Attaché	11/3	
DESOMER, Nancy	Administratief assistente	22/4	Administratief assistente	22/4	
EMMANOUELIDIS, Raphaël	Opleidingsconsulent	11/3	Attaché	11/3	
ERPICUM, Bernadette	Pedagogisch consulente	11/3	Attaché (pedagogisch consulente)	11/3	
FOCANT, Martine	Opsteller	20/1	Administratief assistente	20/1	
FONTAINE, Pascale	Klerk-typiste	30/1	Administratief adjunct	30/1	
FOURNIL, Catherine	Afgevaardigde voorgedij	28/1	Administratief gegradueerde (afg. voorgedij)	28/1	
JACQUART, Patricia	Opsteller	20/1	Administratief assistente	20/1	
KEMPENAERS, Nathalie	Administratief assistente	22/4	Administratief assistente	22/4	
KHEMISSI, Brahim	Pedagogisch consulent	11/3	Attaché (pedagogisch consulent)	11/3	
LECRIGNIER, Stéphane	Afgevaardigde voorgedij	28/1	Adm. gegradueerde (afg. voorgedij)	28/1	
LEFEBVRE, Valérie	Administratief assistente	22/4	Administratief assistente	22/4	
LISEN, Nadine	Administratief assistente	22/4	Administratief assistente	22/4	
MARTIN, Laurent	Administratief assistent	22/4	Administratief assistent	22/4	
MORENO, Carmen	Directiesecretaresse	B3	Administratief gegradueerde	26/1	
NAVARRA, Stephania	Administratief assistente	22/4	Administratief assistente	22/4	
ROYER, Philippe	Pedagogisch consulent	11/3	Attaché (pedagogisch consulent)	11/3	
SAHLI, Noureddine	Afgevaardigde voorgedij	28/1	Administratief gegradueerde (afg. voorgedij)	28/1	
STERCKX, Colette	Klerk-typiste	30/1	Administratief adjunct	30/1	
VAN MAAREN, Isabelle	Afgevaardigde voorgedij	28/1	Administratief gegradueerde (afg. voorgedij)	28/1	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit 2003/693 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende administratieve en bezoldigingsbepalingen betreffende de personeelsleden overgedragen van het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen aan de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 24 juni 2004.

Door het College :

Lid van het College belast met Openbaar Ambt :

J. SIMONET

Lid van het College belast met Beroepsopleiding en de Permanente Vorming van de Middenstand,

W. DRAPS

Lid van het College belast met Begroting,

A. HUTCHINSON

Voorzitter van het College,

E. TOMAS